



Oui, les socialistes ont un projet

« Les socialistes sont satisfaits et heureux. C'est un beau projet pour redonner un avenir à notre pays, le redresser, et pour redonner l'espoir aux Français », s'est félicitée Martine Aubry. Baptisé *Le changement*, ce texte que nous avons tous reçu compte 30 propositions phares : 300 000 « emplois d'avenir » pour les jeunes, banque publique d'investissement, réforme fiscale d'envergure, mesures pour le logement, la santé, les salaires. Son adoption, le 19 mai, par le vote militant, constituera un succès des socialistes au travail. Succès qui s'illustre aussi par les bons résultats aux régionales et cantonales.

La droite est au bord de la crise de nerfs, à Paris comme au Parlement de Navarre, disloquée par l'attraction de l'extrême-droite. Attention, danger !

Alors, au moment où Sarkozy cultive la peur pour s'accrocher au pouvoir, nous, les socialistes, nous sommes fiers de faire des propositions à toute la gauche. Parce que notre projet renoue avec la perspective, la réalité, le besoin, l'exigence de **progrès social**.

Malgré cela, vous aurez observé que le petit monde éditorial frétille de nouveau non pas autour de ce qui est important – **le PROJET** – mais autour des personnes qui se positionnent dans la perspective de 2012. Je formule une espérance : que **ce projet engage notre candidat**. Parallèlement, rassembler la gauche reste un impératif. Cela nous oblige dès maintenant à investir les combats communs pour construire le programme d'une gauche populaire réunie.

Enfin, la campagne présidentielle est aujourd'hui dans toutes les têtes, les primaires sont devant nous. Principe adopté massivement par les militants, elles constituent le lancement de notre campagne de 2012.

Nous devons tous nous mobiliser.

Pierre Chéret, premier secrétaire fédéral.

Editorial



Pierre Chéret,
premier secrétaire du Parti Socialiste,
fédération des Pyrénées-Atlantiques



SOMMAIRE

- 1 Editorial : Oui, les socialistes ont un projet
- 2 Il faudra que nous allions beaucoup plus loin dans nos propositions
- 3-4 Proposition d'amendements pour une meilleure réponse à la crise financière
- 5 Débattre du programme
- 6-7 Projet socialiste pour 2012 : le changement
- 8 Pour une insurrection civique et démocratique



Trimestriel - Abonnement : 5 €/an
Chèque à l'ordre de **Parti Socialiste**
2 bis rue de Laussat - BP 820 - 64008 PAU Cedex
Tél : 05 59 84 40 07 - Fax : 05 59 02 23 63
fed64@parti-socialiste.fr

Directeur de publication : Pierre Chéret
Rédacteur en chef : Pierre Ruscassie
Comité de rédaction : Sylviane Alaux, M.-Christine Aragon,
Pascal Boniface, M.-Pierre Cabanne, Michel Caulier,
Aurélien Couret, Lindsey Deary, Christian Espinossa,
Pierre Favraud, Emmanuel Hanon, J.-Pierre Hourclé,
Alain Lamarque, Patrice Laurent, J.-François Maison,
Joël Maïtia, Monique Marcadé, Cristel Pordoy, Isabelle Ruiz



Il faudra que nous allions beaucoup plus loin dans nos propositions

par Patrice Laurent *

Depuis plus de deux ans maintenant nous travaillons sur le projet des socialistes pour préparer le changement en 2012.

Autour de 30 propositions ce projet a l'ambition :

- de redresser la France et de proposer un nouveau modèle de développement,
- de retrouver la justice pour bâtir l'égalité réelle,
- de rassembler la gauche et retrouver la promesse républicaine.

Plus de 100 rencontres du changement sont prévues partout en France pour débattre de ce projet avec les Français.

Quand nous voterons pour les primaires les 9 et 16 octobre, ce projet aura été enrichi par les différents candidats.

Plutôt qu'un texte, rédigé dans les antichambres de la rue de Solférino, ce sera un programme conçu avec ceux à qui il est destiné : les Français.

tifier le système à la marge, de prendre un peu ici pour donner un peu là.

D'autres au contraire pensent qu'il n'est plus réformable et que rien, sauf la transformation profonde et décisive, n'est au niveau des enjeux de 2012. Je partage profondément cette analyse. Si la gauche continue de jouer avec les règles du jeu inventées par d'autres – des banquiers pour la finance, des productivistes pour le modèle de développement, des Jacobins pour le système politique, des libres-échangistes pour la mondialisation – elle sera balayée comme elle l'est partout en Europe.

On aura beau promettre l'égalité, la justice sociale, une société apaisée, la défense de l'emploi, la préservation de la planète, on ne pourra tenir aucune de ces promesses car le système nous l'interdit. Alors, de faux espoirs en faux espoirs, la population s'abstient ou se jette dans les bras des marchands de sable.

Combien de 21 Avril faudra-t-il encore pour en prendre conscience ?

Echéance électorale après échéance électorale, l'abstention et les votes extrêmes augmentent. Les citoyens ne croient plus dans notre système politique.



Campagne des cantonales : réunion fédérale de travail sur le programme départemental.
Photo Alain Lalanne

Après l'effondrement du système financier en 2008, c'est l'action et la parole publique qui font banqueroute. Se rend-on bien compte que tout s'écroule ? Au même moment, la crise nucléaire japonaise démontre que notre modèle de développement, plutôt que d'assurer la prospérité, risque de nous détruire. Dans notre pays, l'ascenseur social est hors service depuis deux décennies, le système éducatif est complètement bloqué, le chômage s'est installé et la pauvreté gagne ceux qui travaillent. Le travail, justement, a été abîmé par le man-

agement néolibéral, sacrifiant le plaisir et le savoir-faire à la rentabilité.

Combien de gens se lèvent chaque matin pour aller faire quelque chose qu'ils désapprouvent ou qu'ils jugent absurde ?

Il faudra que nous allions beaucoup plus loin dans nos propositions. Il faudra une vraie rupture avec le modèle économique et politique actuel si nous voulons que les électeurs retrouvent massivement le chemin des urnes.

Pour que l'élection présidentielle de 2012 ne soit pas celle du désenchantement, il ne faut plus faire croire au rafistolage d'un système qui ne fera que nous enfoncer : finance maîtresse du monde, Etats en faillite, impuissance publique, école en échec, destruction des ressources naturelles, mondialisation qui met en concurrence tous les travailleurs, rabote les salaires, étrille les protections sociales et confisque le pouvoir de choisir.

Certains pensent que ce système est réformable. « Soyons réalistes, on ne peut pas tout changer, soyons prudents, pas trop ambitieux, tout n'est pas à jeter, adaptons-nous à la mondialisation... », entend-on. Et l'on promet de rec-

* Bureau fédéral, conseiller régional



Proposition d'amendements pour une meilleure réponse à la crise financière

par Pierre Chéret*

Amendement n°1 : Pacte de stabilité

Exposé des motifs :

Dans le cadre de la nouvelle gouvernance européenne, les nouvelles règles du Pacte de stabilité imposeront dès 2012 de consacrer 0,5 % du PIB (soit 10 milliards pour la prochaine législature) à la réduction des déficits et 5% par an pour l'écart entre le niveau d'endettement observé et le niveau correspondant au taux d'endettement autorisé (60 % du PIB) soit 17 milliards par an pendant 20 ans pour la France !

Amendement proposé :

Les socialistes condamnent le Pacte de Compétitivité par lequel les droites allemandes et françaises tentent d'imposer des politiques d'austérité à l'Europe toute entière. Dans le cadre de la nouvelle gouvernance économique européenne qui se met en place, nous n'appliquerons le Pacte de Stabilité qu'à trois conditions :

- 1/ Que les dépenses d'investissement, indispensables pour préparer l'avenir, soient exclues du calcul des déficits publics ;
- 2/ Que le pacte de stabilité rende possible l'adoption par chaque Etat membre de politiques adaptées à sa conjoncture économique. Celles-ci doivent notamment leur permettre de relancer l'activité économique lorsque le chômage est élevé, et les inciter à affecter leurs cagnottes fiscales au désendettement lorsque le plein emploi est en vue. Ceci implique de remettre en cause le principe des sanctions quasi-automatiques que la commission européenne serait chargée d'appliquer en cas de non respect des nouvelles règles du pacte ;
- 3/ Que la Banque Centrale Européenne soit autorisée à financer la dette souveraine des Etats membres de la zone euro pour leur permettre de s'affranchir de la pression exercée par les marchés financiers.



Manifestation en défense des retraites par répartition, 16 octobre 2010. Photo Françoise Harf.



Amendement n°2 : Europe

Exposé des motifs :

Dans cette période de doutes, on ne pourra pas changer l'Europe sans redonner aux peuples davantage de capacité d'intervention. Nous proposons au travers de cet amendement de mettre en place les conditions de ce nouvel équilibre qui passe par la délibération des assemblées nationales dans les processus de décisions et de législation européennes.

Amendement proposé :

La Cour constitutionnelle de Karlsruhe a récemment rappelé que, comme dans bon nombre de pays, l'engagement de l'exécutif allemand dans des décisions communautaires exigeait des délibérations des assemblées législatives.

Ce n'est plus le cas en France. Nous suggérons de doter le Parlement français des mêmes prérogatives dans la préparation des décisions européennes que ses homologues allemands.

Dans la réforme constitutionnelle que nous engagerons pour démocratiser notre république, nous incluerons donc une modification de l'article XV de la constitution française. Nous nous doterons ainsi d'un nouveau rapport de force permettant de faire entrer réellement dans les faits nos propositions pour changer l'Europe.

La dissymétrie actuelle est défavorable à la France et donne au gouvernement allemand des armes redoutables pour faire pression sur les autres pays afin de faire prévaloir et imposer sa conception économique : son refus de créer un fond de solidarité pour les dettes des pays européens sans que le Bundestag n'ait délibéré en est un exemple.

Amendement n°3 : encadrement du crédit à la consommation

Exposé des motifs :

Dans la cadre des difficultés financières de nos concitoyens et des problèmes de surendettement qui touchent de plus en plus de ménages, les crédits à la consommation en général et les « revolving » en particulier jouent un rôle négatif et pernicieux. Ces crédits d'accès facile, aux taux d'intérêt usuriers, sont accessibles sans contrôle et peuvent se cumuler au-delà de la raison et des capacités financières des ménages. Il en résulte une nécessité d'encadrer le recours à ce type de crédit pour ne pas mettre en difficulté les ménages.

Bien évidemment, cette proposition n'occulte en rien la nécessité d'augmenter les salaires et les revenus du travail en général.

Amendement proposé :

Les socialistes proposent d'encadrer le recours au crédit à la consommation et revolving pour les ménages. Ces crédits ne pourront être contractés qu'à quatre conditions :

- 1/ Que le ménage ait la capacité à rembourser le crédit ; donc que l'ensemble de ces crédits (plus le loyer s'il est locataire) ne dépassent pas un certain pourcentage de ses revenus. Pourcentage à déterminer avec les associations et les structures qui travaillent et/ou gèrent les problèmes de surendettement. L'avis de la Banque de France devra être sollicité ;
- 2/ Que le « reste à vivre » (revenus moins charges fixes dont crédits) permette de faire face aux besoins primaires de la famille (alimentation et habillement) ;
- 3/ Que la publicité incitative sur le crédit revolving soit interdite et que soit rendue obligatoire la justification à apporter pour y recourir ;

Les banques qui ne respecteraient pas ces règles seront sanctionnées.

** premier secrétaire fédéral, conseiller régional.*



Manifestation en défense des retraites par répartition, 16 octobre 2010. Photo Françoise Harf.



Débattre du programme

par Pierre Ruscassie*

Le texte du projet socialiste, adopté unanimement par le Conseil national du Parti socialiste, est la base de discussion, encore à préciser, pour établir le programme socialiste que devra défendre notre candidate ou candidat. Il lui manque encore les quelques mesures phares, autour desquelles nous pourrions construire la mobilisation des électeurs de gauche, sans lesquelles notre programme paraîtrait insipide.

Pour battre la droite et l'extrême droite, Sarkozy et Le Pen, notre handicap s'appelle l'abstention. Pour le surmonter, notre programme doit susciter l'enthousiasme de la gauche et doit, au minimum, sortir nos électeurs de l'angoisse du chômage et des fins de mois.

C'est la candidature socialiste qui doit être celle du pouvoir d'achat et du plein emploi :

**1 600 € mini, 60 ans sans décote,
20 Smic maxi, 35 h réelles !**

Proposition d'amendement « 1 600 euros mini »

Nous porterons le Smic brut à 1 600 euros, dès le 1^{er} juillet 2012. Lors de la conférence annuelle sur les salaires, cette mesure pèsera en faveur d'une hausse massive de 200 euros pour tous les salaires.

Nous alignerons automatiquement les minima conventionnels sur le Smic, car nous n'acceptons pas que des négociations donnent des résultats inférieurs à ce qui relève de l'ordre public social.

Lors de l'extension des conventions collectives (qui relève de l'Etat), nous imposerons des grilles précises pour les carrières de chaque métier, et leur actualisation avec coefficients et échelons qui garantiront l'égalité femmes-hommes, le niveau des salaires et leur évolution.

Explication : En 2007, nous annonçons 1 500 €, le Smic doit au moins suivre la hausse des prix.

Proposition d'amendement « 60 ans sans décote »

Nous abrogerons les lois Woerth (2010) et Fillon (2003) qui cassent les retraites par répartition, comme nous l'avons annoncé lors des mouvements sociaux qui se sont opposés à ces lois.

Nous ramènerons à 60 ans l'âge du droit à la retraite à taux plein (sans décote) que la loi Woerth a porté de 65 à 67 ans. C'est, en effet, la décote pour annuités manquantes qui provoque la baisse la plus forte du montant des pensions.

Explication : Le texte prévoit le retour à 60 ans du droit à la retraites, mais ne supprime pas les décotes. Les réformes de la droite n'ont pas pour but d'augmenter les ressources des caisses (il suffirait d'augmenter le taux de cotisations patronales), mais de faire baisser les pensions pour forcer ceux qui le pourront à recourir à des assurances privées.



Manifestation en défense des retraites par répartition, 16 octobre 2010. Photo Françoise Harf.

Proposition d'amendement « 20 smic maxi »

Nous limiterons les revenus à 20 fois le Smic maximum en créant une tranche d'imposition à 100 % à partir de ce seuil.

Explication : Le texte prévoit cette limitation pour les salaires des entreprises publiques. L'amendement propose d'étendre cette mesure à l'ensemble des revenus de la personne. Aux USA, Roosevelt avait porté la tranche d'imposition la plus haute à 88 %...

Proposition d'amendement « 35 heures réelles »

Nous limiterons le nombre d'heures supplémentaires autorisées et les rendrons plus chères que l'embauche pour que l'horaire réel soit le plus proche possible des 35 heures légales. Nous réduirons à 100 heures le contingent annuel d'heures supplémentaires. Elles seront majorées de 50 % de 35 h à 40 h et de 100 % de 40 h à 44 h. L'horaire maximal hebdomadaire sera réduit de 48 h à 44 h. Et l'horaire maximal quotidien de 10 h à 9 h. Deux jours consécutifs de congé hebdomadaire seront obligatoires. Le nombre d'inspecteurs du travail sera doublé.

Explication : C'est la réduction du temps de travail qui est créatrice d'emplois alors que la croissance peut se révéler destructrice d'emplois.

* Bureau fédéral.



Projet socialiste pour 2012 : le changement

par Monique Marcadé *

Sarkozy nous laisse une France brisée, minée par la crise mondiale, mais aussi par la prise de décision et de lois menées au pas de charge et sans réelle concertation. Les Français sont désespérés face aux licenciements arbitraires et abusifs. Leur pouvoir d'achat est au plus bas, les parents sont inquiets pour l'avenir de leurs enfants. L'économie tourne au ralenti et n'est plus créatrice d'emplois. La justice se cherche et porte mal son nom. Les services publics sont démantelés. Et les fonctionnaires déboussolés. Les Français ne croient plus et ne font pas confiance aux politiques pour régler leurs problèmes.

La Gauche, dont le PS, se doit de changer les choses. Pour cela un vrai projet de société alternatif et crédible doit être proposé aux Français. Basé sur la confiance et le vivre ensemble, il nous permettra de regarder vers l'avenir et de croire en des jours meilleurs.

Ce changement devra se traduire par la réduction de tous les déficits. Celui des dépenses publiques, de l'innovation, des emplois, de la justice, et du manque de rayonnement de la France à l'étranger. Ce projet voté, à l'unanimité par le conseil national, se décline en 30 mesures phares.

Tout d'abord, **création d'un nouveau modèle de développement économique, social et écologique**. Dorénavant, l'économie passera devant la finance (le fruit du travail avant celui du capital), ce qui permettra la relance du pouvoir d'achat et le partage des revenus. Je ne vais pas ici développer l'intégralité des propositions et des mesures à mettre en œuvre, vous les retrouverez sur le site du PS.

Sept mesures touchent à **l'emploi, la compétitivité, l'investissement et le désendettement** pour permettre à la France d'être une nation qui compte.

Trois mesures importantes visent **l'agriculture, l'environnement et les énergies**.

Il faut changer de modèle pour vivre mieux. Avoir une alimentation plus saine, en se fournissant à partir de productions locales, ce qui aura aussi pour effet de permettre aux agriculteurs de vivre du fruit de leur travail. Un comportement citoyen et écologique doit être l'affaire de tous.

Il nous faut aussi sortir du nucléaire progressivement, en développant des énergies renouvelables et de préférence en consultation avec les pays membres de l'Union Européenne.

L'inflation qui touche aux logements doit être régulée. Une vraie politique du logement doit exister afin que chacun puisse se loger dignement. Les jeunes, qui représentent l'avenir, doivent pouvoir faire des études dans

de bonnes conditions sociales et financières, sans être à la charge de leurs parents.

L'apprentissage doit être revalorisé, au regard des jeunes, des enseignants et des entreprises. Il ne doit pas être une voie de garage pour des jeunes en difficulté. La mise en place d'un tutorat exercé dans les entreprises peut être une des solutions ainsi que la formation continue. La parité doit exister, à même niveau d'études, même poste et salaire. En politique aussi la parité réelle doit s'appliquer. La limitation du cumul des mandats d'élus dans le temps doit être un engagement ferme.

L'âge légal de la retraite doit être ramené à 60 ans. Pour ceux exerçant un métier pénible ou qui sont victimes de harcèlement professionnel (il y a plein d'exemples de nos jours), il faut leur permettre de partir plus tôt ou de négocier un reclassement professionnel.

Dans tous les cas, il faudra une renégociation de la réforme des retraites.

Il faut plus de justice sociale. L'impôt sur le revenu doit être revu, pour une fusion éventuelle avec la CSG, et un prélèvement à la source. Faire en sorte que les revenus du capital, des stock-options soient soumis au même taux que ceux du travail.

Pour cela, la Gauche doit s'en remettre aux valeurs qui sont les siennes. Elle doit créer un pacte républicain de confiance avec les Français.

Il faut retrouver la justice pour bâtir l'égalité réelle entre tous les Français. Pour cela, priorité sera donnée à l'éducation, au maintien des services publics, à la santé et à la sécurité dans tous les territoires. Six mesures sont proposées, du jeune enfant en passant par les jeunes, les personnes âgées, et les handicapés.

Rassembler les Français et retrouver la promesse républicaine : six mesures sont proposées.

La lutte contre toutes les discriminations. Pour assurer l'égalité des genres et des familles, nous ouvrirons le droit au mariage et à l'adoption pour tous.

Une loi de programmation élaborée en concertation avec tous les partenaires sera proposée.

Pour conforter les contre-pouvoirs, l'indépendance de la justice sera effective. Pour assurer le pluralisme des médias, les responsables ne seront plus nommés par le président de la République.

Pour plus de démocratie, le rôle du parlement sera renforcé et une dose de proportionnelle aux élections législatives assurée. La parité sera obligatoire, ainsi que le non-cumul des mandats.

L'abrogation de l'acte 3 de la loi de décentralisation



portant sur la réforme territoriale des collectivités, sera effectuée.

Ce projet est crédible et entièrement financé par différentes mesures et engagements.

Dès sa parution et la connaissance de son contenu, il a été critiqué par la Droite qui le trouve archaïque et qui nous reproche de tomber dans nos travers habituels à savoir un Etat omniprésent. Pour l'extrême gauche c'est un projet libéral, sans ambition et courage politique.

Quant au FN, le jour où il sera en mesure de présenter un projet de gouvernement et non de racolage politique, tout le monde le saura.

Ce projet, proposé aux militants et voté à l'unanimité par le Conseil national, nous en approuvons les orientations.

Il faut une véritable alternative politique à celle de Sarkozy. Pour cela, il faut trouver le juste milieu entre le fruit du travail des militants, des sympathisants, des élus et de ce que portera notre candidat(e) sorti(e) vainqueur des primaires ouvertes. L'Histoire nous a appris que, pour une campagne victorieuse, c'est d'abord la(le) candidat(e) qui doit décider des axes et des priorités de son programme, dès lors que ceux-ci sont ambitieux et crédibles. Mais l'adhésion à ce projet ne se fera que par la hiérarchisation et l'angle choisi par le candidat. C'est dans cette perspective que nous voulons donner notre vision du projet, en soulignant ce qui nous semble prioritaire et en faisant entendre une voix réformatrice de la social-démocratie. Cette voie choisie sera difficile, car les Français ont un sentiment de déclin. A nous de leur redonner espoir et confiance, sans quoi ils se tourneront vers les extrêmes qui ont un discours populiste qui les attirent. La Gauche doit dégager une ligne claire, pré-

cise, chiffrée et tenable. Cette ligne, c'est la croissance. Elle doit s'appuyer sur des investissements d'avenir publics et privés, afin de dessiner une dynamique profonde et durable pour notre pays et l'Europe.

L'éducation doit être une priorité économique sociale et un investissement pour les années à venir. Le renouveau industriel doit se faire autour du développement durable et de la santé.

Les infrastructures de demain se feront autour du transport (LGV, ferroutage), mais aussi par la communication (très haut débit et fibre optique).

Un des défis de demain, c'est la création d'un nouveau modèle de société. La détresse sociale d'aujourd'hui ne doit pas occulter celle de demain. Il faut lutter contre toutes les formes de précarité, qu'elles soient sociales, économiques, environnementales, écologiques et énergétiques. La France doit avoir un grand projet européen avec plus d'Europe. A long terme, nous devons intégrer les pays arabes qui touchent les pourtours méditerranéens. Un nouveau partenariat Nord-Sud doit s'installer.

En conclusion, ces propositions ne recouvrent pas celles du projet PS. Au-delà des mesures et recommandations qui nous semblent prioritaires, c'est la nécessité de redonner aux Français l'espoir et la confiance en l'avenir. La tâche s'annonce rude car la France maltraitée par Sarkozy a fragilisé les rapports entre les citoyens et la politique pour ne pas dire les politiques.

Il faut retrouver l'idée de vivre ensemble au sein de la communauté nationale et européenne.

* Bureau fédéral.



Manifestation en défense des retraites par répartition, 16 octobre 2010. Photo Françoise Harf.



Pour une insurrection civique et démocratique

Une chose est sûre, lorsque Nicolas Sarkozy achèvera dans un an son mandat, il laissera la France dans un état de délabrement comme jamais (...).

Cette situation catastrophique fait le lit du vote en faveur du Front national, [qui] sert d'exutoire à la rancœur d'un nombre croissant d'électeurs pendant qu'une autre partie, encore plus nombreuse, refuse même d'aller voter.

À l'imposture de ses promesses, le président de la République a ajouté le côté abject consistant à reprendre à son compte les thématiques du FN pour désigner des boucs émissaires : l'étranger, le musulman, le Rom... Ainsi, ceux dont le quotidien est fait de déclassements sont tentés de conjurer leur sort en trouvant un coupable : les immigrés de la dernière génération. Le désespoir de subir une condition de plus en plus dégradée avive la guerre des pauvres contre plus pauvres qu'eux encore.

Tant que ne seront pas traitées et éradiquées les causes sociales du vote extrémiste de droite et de l'abstention massive, cette situation perdurera et même s'aggravera. Il devient donc urgent d'instaurer une politique radicalement nouvelle qui redonne espoir aux milieux populaires (...).

Il y a tant à faire, alors que tout fut laissé à l'abandon depuis longtemps. Mais rien ne se fera sans une solidarité nationale minimale qui consistera à re-déplacer vers les salaires, les services publics et la protection sociale la part de la richesse produite par tous, qui fut auparavant détournée vers les profits et le privé. Rien ne se fera si, face à l'insécurité économique et sociale d'où découlent toutes les peurs et toutes les insécurités, nous n'optons pas pour la Sécurité sociale et la sécurité économique.

Conscients de la gravité de la situation et de l'urgence à y répondre, nous appelons tous les citoyens, toutes les forces de transformation sociale, écologique et politique, qu'elles se revendiquent socialiste, du Front de gauche, écologiste, alternative, révolutionnaire, à mettre en œuvre un processus qui coupe l'herbe sous le pied au Front national et qui fasse que le second tour de l'élection présidentielle n'exclut pas un représentant des aspirations populaires. Il ne doit jamais plus y avoir un nouveau « 21 avril » à gauche. Mais, pour cela, le problème est moins la désignation d'un candidat que l'élaboration avant tout d'un vrai programme répondant aux besoins sociaux et écologiques, préparé et débattu par les citoyens. **Il faut refuser le « concours de beauté » pour le choix du candidat, qui dépolitise la société française, et discuter des politiques à mener. Il faut que le « peuple de gauche » puisse débattre et décider de ces politiques avec pour objectif d'établir les priorités à satisfaire pour les mois et les années à venir.** En somme, la société française a beaucoup plus besoin de primaires sur le programme que de primaires sur le candidat, surtout si celui-ci était nommé par les sondages.

Nous appelons à tenir dans tous les quartiers populaires, dans toutes les villes et villages, des réunions, des rassemblements, des manifestations politico-culturelles car, face à la crise de civilisation qui plombe le présent et l'avenir, c'est de culture et de civilisation qu'il s'agit de discuter et de préparer. Nous appelons ainsi à une insurrection civique, pacifique et démocratique, c'est-à-dire réellement politique parce qu'elle ferait progresser l'implication directe des citoyens. L'urgence est telle aujourd'hui que les citoyens doivent pouvoir dire haut et fort que, loin de rejeter l'autre, les autres, ils veulent « vivre ensemble ».

Signataires :

Gérard Filoche (inspecteur du travail), Susan George (écrivain), Jean-Marie Harribey (économiste), Stéphane Hessel, Pierre Khalfa (syndicaliste), Safia Lebdi (présidente des Insoumises), Gus Massiah (fondateur du Cedetim), Christiane Marty (féministe), Caroline Mécaray (avocate), Willy Pelletier (sociologue), Patrick Viveret (philosophe).